

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT À L'APN MARDI EN NOCTURNE

Les députés travailleront de nuit

C'est finalement mardi en soirée, à partir de 23h, que le Premier ministre présentera son plan d'action devant les membres de l'Assemblée populaire nationale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que le président de la Chambre basse du Parlement, Saïd Bouhadja, et les présidents des dix groupes parlementaires de l'Assemblée (FLN, RND, MSP, TAJ, MPA, FFS, PT, Front el-Moustaqbel) et celui des députés indépendants, ont convenu à l'issue de leur réunion hier. Une présentation de Abdelmalek Sellal qui signifiera l'entame des débats qui se poursuivront les journées de mercredi et jeudi avant la réponse du Premier ministre et la séance de vote qui interviendront vendredi soir en nocturne, toujours à partir de 23h.

Un agenda qui correspond à celui du gouvernement qui tenait, coûte que coûte, à ce que son plan d'action soit adopté par la Chambre basse du Parlement avant la fin du mois de Ramadhan pour le présenter juste après l'Aïd devant les membres du Conseil de la nation.

Demain mardi dans la journée, la nouvelle Assemblée procédera à l'installation de ses diverses structures, bureau, commissions permanentes et groupes parlementaires, en sus de la validation de mandats de 5 nouveaux députés venus remplacer des collègues promus ministres dans le sillage de la constitution du gouvernement post-élections législatives du 4 mai dernier.

Cela dit, même si son plan d'action sera approuvé, lui qui dispose d'une large majorité à l'Assemblée populaire nationale, tout indique que le Premier ministre n'aura, cependant, pas

la partie facile au vu des réserves des partis de l'opposition dont certains réunissaient, hier, leurs états-majors pour arrêter leurs plans d'attaque et leurs positions.

C'est ainsi que le MSP organisait une journée d'étude regroupant le bureau politique et le groupe parlementaire du mouvement à même de permettre de passer au crible cette feuille de route. Ceci même si le chargé de la communication du parti a anticipé la position en estimant que le document du nouveau gouvernement «n'est pas à la hauteur des aspirations car n'apportant pas, selon lui, les solutions attendues pour résoudre la crise financière».

Pour Bouabdallah Benadjaïmia, «le programme du gouvernement est générique pour ne comporter que des



L'agenda du gouvernement sera respecté.

généralités au lieu de mesures pratiques», mettant le doigt sur le facteur temps qui fait cruellement défaut, chose «anormale», selon lui, pour un plan de crise».

Pour sa part, le secrétaire national à l'économie et à l'environnement et député du RCD

soutient que le gouvernement fait carrément fausse route, considérant que les problématiques avancées dans le préambule dudit plan d'action ne représentent pas les véritables enjeux de l'heure pour le pays.

Ouamer Saoudi relève que

dans le préambule, on a beaucoup insisté sur l'identité nationale, les constantes et la préservation de l'unité nationale. En réalité, si on veut sauvegarder l'unité de la nation, ce qu'il faut, c'est surtout garantir «une justice sociale, veiller à assurer un équilibre régional et une distribution équitable et transparente des richesses».

Une unité nationale «malmenée», poursuit notre interlocuteur, par le «déséquilibre» criant en développement entre les régions du pays, citant en exemple «l'attitude des autorités qui répriment systématiquement des manifestations et autres actions de protestation des citoyens des régions du sud du pays qui réclament des emplois. Une région du sud du pays qui nous assure les recettes nécessaires à notre survie en l'absence d'une économie alternative aux hydrocarbures».

M. K.

FFS

Les parlementaires se prononceront demain

La rencontre du groupe du FFS prévue pour ce dimanche n'a pas eu lieu. Elle a été reportée de 24 heures, soit à la veille de la présentation par le Premier ministre de son plan d'action devant les parlementaires de la Chambre basse.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A cet effet, la représentation parlementaire du FFS aura à examiner lors de la rencontre de ce dimanche le programme du gouvernement et, par voie de conséquence, elle se prononcera sur la question.

A ce propos, le plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie va réitérer en

la circonstance sa position de parti d'opposition. Une position qu'il va exprimer publiquement lors de l'intervention de son chef de groupe parlementaire en plénière de l'Assemblée nationale.

Selon un responsable du parti, «le FFS est fidèle à ses principes». Et d'ajouter : «Si le parti accorde ainsi la priorité au combat politique pour que les citoyens choisissent démocratiquement leurs institutions et leurs dirigeants, dans des scrutins libres et transparents, c'est parce qu'il considère que le développement économique et le progrès social dépendent fondamentalement des institutions et de la volonté politique des diri-

geants.» Et de souligner que «ce combat politique, pour que les citoyens aient et exercent tous leurs droits, est toujours d'actualité. Le FFS l'a conduit et continuera à le conduire dans les institutions, à travers ses élus, et sur le terrain aux côtés de la population, avec ses militants et les mouvements associatifs indépendants et tous ceux qui partagent les idéaux, auxquels notre président Hocine Aït-Ahmed a voué toute sa vie». Le ton est donné par le FFS qui saisira cette opportunité du passage du Premier ministre à l'Assemblée nationale pour réitérer ses positions antérieures.

A. B.

AU CENTRE DE POLÉMIQUES SUITE AUX DÉRAPAGES DES CHAÎNES PRIVÉES

L'Arav crie son impuissance

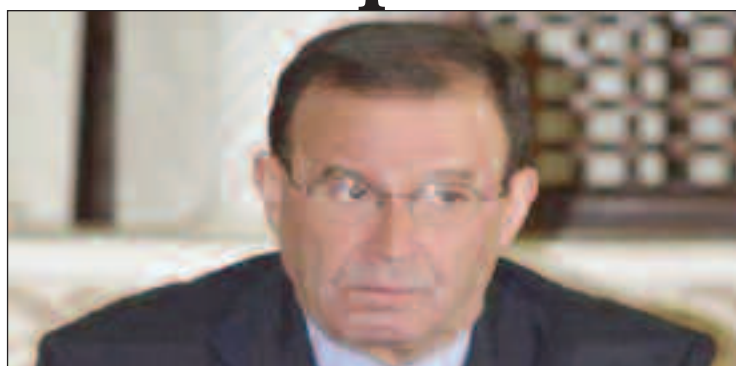
Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav), Zouaoui Benhamadi, au centre de grosses polémiques suite aux dérapages de certaines chaînes privées, a appelé hier à «s'armer de sérénité et de patience» avant de proférer des accusations à l'encontre de cette institution.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - M. Benhamadi répondait en fait à la Commission nationale des droits de l'Homme appelant l'Arav à assumer ses «prérogatives émanant de sa mission telle que définie par les textes». «(...) Nous assistons aujourd'hui à une espèce de mode ; tout ce qui pose problème dans l'audiovisuel, c'est bien sûr forcément l'Arav qui en est responsable soit parce qu'elle a fait ceci ou parce qu'elle n'a pas fait cela. Il faut peut-être, toute raison gardée, s'armer de sérénité et de patience avant de proférer des accusations», s'est défendu Benhamadi dans les colonnes du *Quotidien d'Oran*.

Le président de l'Arav a déclaré que certaines «œuvres» qui se

voulaient ludiques ou artistiques, diffusées par des chaînes privées pendant ce mois sacré, ont effectivement «posé problème». Au lieu de proférer des accusations, Benhamadi invite ses contemporains à prendre «d'abord le temps de voir exactement si nous étions comptables de quelque chose que nous aurions dû faire ou ne pas faire, ou bien si, précisément, les lois ne nous donnent pas autant de pouvoir que certains imaginent».

Les observateurs de la scène médiatique et du champ audiovisuel nationaux ont l'impression que l'Arav se place comme spectatrice autant que les ménages algériens face aux dérives éthiques de certaines chaînes de



Zouaoui Benhamadi, président de l'ARAV.

TV. Le président de cette institution s'en défend et invoque l'absence de prérogatives. Or, ces dernières viennent de la force du cahier des charges qu'elle est censée signer avec chacune des chaînes existantes. Pourquoi l'Arav ne l'a-t-elle pas fait ? «Ces chaînes ne sont ni algériennes ni légales.

Les meilleures d'entre elles, c'est-à-dire 5 sur les 55 existantes, ont été juste autorisées à ouvrir des bureaux de représenta-

tion. Or, tout le monde sait que ce ne sont pas de simples bureaux de représentation qui ont été ouverts mais de véritables rédactions parfois très fournies, importantes de par le nombre de leurs employés qui est entre 200 et 500 personnes. Ces chaînes ont ouvert de véritables studios parfois extrêmement performants et modernes.

La définition d'un bureau de représentation de presse est claire, il ne faut pas qu'il dépasse 9

employés», précise Benhamadi. Interrogé hier, également, par le quotidien arabophone *El Khabar*, sur le contenu de sa rencontre avec le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, Benhamadi a qualifié cette rencontre d'«habituelle» vu que le ministre vient de prendre ses nouvelles fonctions.

Le président de l'Arav nie que cette réunion qui précède celle en vue avec le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, soit l'expression d'une colère des autorités après l'épisode regrettable de Rachid Boudjedra piégé par une caméra cachée d'Ennahar TV.

Il nie que ceux qui se sont rassemblés devant l'Arav pour protester contre le traitement humiliant réservé à l'écrivain soient venus pour manifester contre l'Arav. «Ils sont venus lui délivrer un message en espérant qu'elle le fasse parvenir aux personnes qu'il faut», a indiqué Benhamadi.

Y. D.